CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS

ARRÊT

n° 26.795 du 30 avril 2009
dans l'affaire X / III

En cause : 1. X
Et ses enfants mineurs :

2. X

3. X

Ayant élu domicile : X
contre :

L'Etat belge, représenté par la Ministre de la Politique de Migration et d'Asile.

LE PRESIDENT F.F. DE LA III^e CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 28 février 2008 par X qui se déclare de nationalité ex-yougoslave et qui demande l'annulation « d'une décision d'irrecevabilité d'une demande d'autorisation de séjour fondée sur l'article 9.3 de la loi du 15 décembre 1980 datant du 9 janvier 2008, notifiée le 30 janvier 2008 et de l'ordre de quitter le territoire notifié à la même date ».

Vu le titre Ier bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu la note d'observations.

Vu le mémoire en réplique.

Vu l'ordonnance du 24 juillet 2008 convoquant les parties à comparaître le 26 septembre 2008.

Entendu, en son rapport, Mme V. DELAHAUT, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me S. SAROLEA, avocate, qui comparait pour la partie requérante, et Me P. HUYBRECHTS loco Me F. MOTULSKY, avocat, qui comparait pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRÊT SUIVANT :

1. Les faits pertinents à la cause

1.1. La partie requérante a déclaré être arrivée en Belgique le 17 mai 1999, accompagnée de son fils aîné. Le lendemain, elle a introduit une demande d'asile qui s'est clôturée par une décision confirmative de refus de séjour prise par le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides le 24 décembre 2002. Une demande en suspension et un recours en annulation ont été introduits devant le Conseil d'Etat le 14 janvier 2003 à l'encontre de cette décision.

1.2. Le 1^{er} décembre 2000, la partie requérante a donné naissance à son deuxième enfant.

1.3. Par un courrier daté du 8 mai 2003, la partie requérante a introduit une demande d'autorisation de séjour de plus de trois mois sur la base de l'article 9, alinéa 3, de la loi auprès de l'administration communale de Liège, complétée par des courriers des 4 août 2003, 10 février 2004, 16 novembre 2004, 10 mars 2005 et 22 mai 2006 ainsi que par des échanges de courriers entre l'Aumônerie des étrangers et la partie défenderesse dans le courant de l'année 2006.

1.4. Le 9 février 2007, le Conseil d'Etat a rejeté, par un arrêt n°167.667, la demande en suspension introduite par la partie requérante contre la décision du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides.

1.5. En date du 3 octobre 2007, la partie requérante a lancé une citation contre la partie défenderesse afin que lui soit délivré un titre de séjour provisoire dans l'attente d'une décision de la partie défenderesse relative à sa demande d'autorisation de séjour.

1.6. En date du 9 janvier 2008, la partie défenderesse a pris une décision de rejet de cette demande d'autorisation de séjour, assortie d'un ordre de quitter le territoire. Cette décision, qui constitue l'acte attaqué, est motivée comme suit :

« MOTIFS: Les motifs invoqués sont insuffisants pour justifier une régularisation.

Rappelons que Mme [A. F.] a été autorisée au séjour uniquement dans le cadre de sa procédure d'asile introduite le 18/05/1999, clôturée négativement par le Commissariat Général aux Réfugiés et aux Apatrides le 27/12/2002. Depuis lors, elle séjourne de manière ininterrompue sans chercher à obtenir une autorisation de séjour de longue durée autrement que par la demande introduite sur la base de l'article 9 alinéa 3.

L'intéressée craint en cas de retour dans son pays d'origine de subir l'hostilité de sa belle-famille en raison de son départ et de l'enfant qu'elle a eu hors mariage. Or, il incombe à la requérante d'étayer son argumentation (C.E. 13 juill. 2001, n°97.866). Dès lors, cette dernière n'ayant étayé ses craintes par aucun nouvel élément pertinent, force est de nous référer aux arguments avancés pendant la procédure d'asile et de constater qu'ils ont été rejetés, tant par l'Office des Etrangers que par le Commissariat Général aux Réfugiés et aux Apatrides. Les faits allégués à l'appui de la demande d'autorisation de séjour n'appellent donc pas une appréciation différente de celle opérée par les organes compétents en matière d'asile et ne justifient pas l'octroi d'une autorisation de séjour de plus de trois mois.

L'intéressée invoque un problème de santé de son enfant [A.], lequel nécessiterait des soins en Belgique. Or, le certificat médical rédigé par le Dr [F.] datant du 9 mai 2006 atteste que l'enfant est à présent guéri et que son état de santé ne nécessitait plus aucun traitement de fond. De plus, en date du 24/10/2007, le Service Social Aumônerie des Etrangers de Liège nous envoie un fax dans lequel il est affirmé que l'enfant [A.] est « en bonne santé et que son état de santé n'est plus inquiétant ». Dès lors, sur base de ces éléments, nous considérons que la pathologie a été traitée avec succès et que les soins sont terminés. Le motif médical invoqué ne peut justifier une régularisation de séjour de plus de trois mois et les éléments ne démontrent pas l'existence, en cas de retour de l'intéressé dans son pays d'origine ou dans le pays de séjour, d'un risque réel de traitement inhumain ou dégradant lié à l'absence de traitement adéquat sur place.

L'intéressée invoque le contexte social et politique qui prévaudrait au Kosovo. Pour avérer ses allégations, elle se réfère à des articles de presse publiés entre 2001 et 2004 ainsi qu'à une attestation du Centre de Travail Social de Skenderaj. Or, le document le plus récent date de près de 4 ans. Force est donc de constater qu'ils ne reflètent plus fidèlement la situation de la région. Dès lors, les craintes de violations de l'article 3 de la Convention européenne des Droits de l'Homme en cas de retour au pays d'origine ne peuvent être avérées, l'intéressée ne nous fournissant aucun document nous permettant d'établir que sa vie, sa liberté ou son intégrité physique seraient menacés au pays d'origine. Cet élément ne peut justifier une régularisation de séjour de plus de trois mois.

La requérante avance le délai de sa procédure d'asile pour justifier l'octroi d'une régularisation de son séjour en Belgique. Elle indique la possibilité d'une régularisation pour une personne

justifiant d'une procédure d'asile pouvant être considérée comme déraisonnablement longue sous certaines conditions. Notons qu'il y a lieu de préciser que l'intéressée ne peut s'en prévaloir. En effet, sa demande d'asile a duré 3 ans et 7 mois et durant cette période, son enfant aîné a fréquenté l'enseignement maternel. Dès lors, l'intéressée ne peut donc rentrer dans les critères édictés par le Ministre (3 ans pour une famille avec enfant(s) scolarisé(s) dans le primaire ou le secondaire ou 4 ans de procédure d'asile). Cet élément ne peut justifier une régularisation de séjour de plus de trois mois.

La demandeuse déclare ne plus disposer de logement dans sa région d'origine. Elle confirme ses allégations par un document émanant de l'Assemblée de la Commune de Skenderaj. Toutefois, elle ne démontre pas qu'elle ne pourrait être aidée et/ou hébergée par des proches et/ou obtenir de l'aide au niveau du pays (association ou autre). De plus, soulignons que le document fourni indique que la requérante ne dispose (sic) pas de biens immobiliers. Or, le fait de ne pas être propriétaire de son propre logement n'entraîne aucunement (sic) une impossibilité de s'en procurer un au pays d'origine (location ou autre moyen), l'intéressé (sic) est majeure et ne démontre pas qu'elle serait dans l'impossibilité de se prendre en charge financièrement. Cet élément ne peut justifier une régularisation de séjour de plus de trois mois.

L'intéressé affirme être bien intégré sur le sol belge (témoignages, formations, apprentissage de la langue française, liens sociaux établis en Belgique...) Or, l'intégration, ne justifie pas une régularisation du séjour de plus de trois mois. Il est incontestablement naturel qu'une personne ayant séjourné (sic) durant un certain laps de temps sur le territoire d'un pays apprenne les bases rudimentaires de la langue de ce pays et fasse preuve d'un minimum d'intégration au sein de ce pays. Toutefois, l'intégration, ne peut justifier, à elle seule, une régularisation du séjour de plus de trois mois.

Concernant la référence à l'article 8 de la Convention européenne des Droits de l'Homme en raison des attaches sociales et du bien-être économique dont l'intéressée aurait pu jouir en Belgique, cet élément ne saurait justifier une régularisation: en effet, « l'article 8 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme, signée à Rome le 4 novembre 1950, ne vise que les liens de consanguinité étroits. Ainsi la protection offerte par cette disposition concerne la famille restreinte aux parents et aux enfants. Elle ne s'étend qu'exceptionnellement. » (C.E., 19 nov. 2002, n°112.671). De plus, la Cour européenne des Droits de l'Homme a jugé que «les rapports entre adultes ne bénéficieront pas nécessairement de la protection de l'article 8 sans que soit démontrée l'existence d'éléments supplémentaires de dépendance, autres que les liens affectifs normaux » (Cour eur. D.H., Arrêt Ezzouhdi du 13 février 2001, n°47160199). La requérante ne démontrant pas en quoi sa situation entrerait dans les critères d'application de l'article 8 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme. Cet élément ne peut justifier une régularisation de séjour de plus de trois mois.

L'intéressée invoque la scolarisation de ses enfants en Belgique. Cependant, le fait de placer un enfant dans un établissement scolaire en Belgique ne permet pas de fonder une régularisation. La scolarisation étant ouverte aux enfants en séjour illégal, elle ne peut constituer un critère fixe de régularisation sans quoi tout parent en séjour illégal qui scolariserait son enfant obtiendrait la régularisation de son séjour. De plus, la scolarité ne saurait justifier une régularisation de séjour de plus de trois mois. En effet, la requérant savait son séjour irrégulier; s'il peut être admis que l'interruption d'une scolarité constitue un préjudice grave et difficilement réparable, encore faut-il observer que la requérante, en se maintenant irrégulièrement sur le territoire, est à l'origine de la situation dans laquelle elle prétend voir ce préjudice, que celui-ci a pour cause son propre comportement. L'intéressée affirme également qu'un retour vers le pays d'origine aurait pour conséquence l'interruption de la scolarité de ses enfants, ce qui constituerait une violation de la Convention internationale relative aux droits de l'enfant. Or, une régularisation ne peut être accordée au seul motif qu'un changement d'établissement scolaire équivaudrait à une interruption de la scolarité. Le bouleversement potentiel que peut provoquer le changement d'établissement scolaire n'est pas incompatible avec une poursuite de la scolarité, même en cas de changement de régime linguistique. En effet, le changement de langue d'enseignement est l'effet d'un risque que l'intéressée a pris en s'installant en Belgique alors qu'elle savait n'y être admise au séjour qu'à titre précaire, contre lequel elle pouvait prémunir ses enfants en leur enseignant leur langue maternelle. Le bouleversement potentiel découlant d'un changement d'établissement scolaire ne constitue pas un motif de régularisation.

Concernant la référence à la loi du 22/12/1999 sur la régularisation de certaines catégories d'étrangers, la requérante n'a pas à faire application de l'esprit de ladite loi, étant donné que celle-ci vise des situations différentes (C.E., 24 oct. 2001, n°100.223). En effet, on ne saurait confondre les critères de régularisation prévus par la loi du 22/12/1999, opération exceptionnelle et à ce jour unique, avec ceux de l'application quotidienne de l'article 9 alinéa 3 de la loi du 15/12/1980 (C.E., 10 juill. 2003, n°121.565).

Par conséquent, il n'existe pas de preuve qu'un retour au pays d'origine ou de séjour soit une atteinte à la directive Européenne 2004/83/0E, ni à l'article 3 CEDH. ».

2. Le recours

2.1. La partie requérante prend un **premier moyen** de la violation « des articles 9, alinéa 3 – 9 bis – et 62 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, au séjour, à l'établissement et à l'éloignement des étrangers ».

Après avoir présenté un exposé théorique et jurisprudentiel afférent à la notion de « circonstances exceptionnelles », la partie requérante soutient en substance « qu'il est évident que le fait de résider en Belgique depuis plus de huit ans et demi est bien une circonstance exceptionnelle, surtout du point de vue des enfants dont l'un est né en Belgique, et l'autre est arrivé en Belgique lorsqu'il était à peine âgé (sic) d'un an (15 mois !) » et que « si, certes, l'on pourrait considérer [qu'elle a] décidé délibérément de rester en situation illégale – quoique tolérée – en Belgique après la notification d'une décision négative en décembre 2002, cela ne doit pas préjudicier les enfants qui ne sont nullement responsables des choix qui ont été posés par leurs parents ». Elle rappelle la portée des articles 2 et 3 de la Convention internationale relative aux droits de l'enfant et estime qu'en l'obligeant à quitter le territoire belge pour rentrer dans son pays d'origine pour une période illimitée, « la décision querellée met à néant non seulement l'année en cours de ses enfants mais également le bénéfice d'une scolarisation antérieure qui, pour [son] fils aîné, a débuté en Belgique il y a plus de six ans » en manière telle que la partie défenderesse méconnaît le sens commun à donner aux termes « circonstances exceptionnelles » et ne répond pas à l'argument relatif à la poursuite de la scolarité de ses enfants, pourtant porté à sa connaissance.

2.2. La partie requérante prend un **deuxième moyen** « de la violation des articles 9, alinéa 3 – 9 bis – et 62 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, au séjour, à l'établissement et à l'éloignement des étrangers, de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution et de la violation des articles 5, 8 et 14 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales et 26 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques ».

Ce moyen peut être lu comme subdivisé en 5 branches.

2.2.1. Dans ce qui peut être considéré comme une *première branche*, la partie requérante argue ne pas comprendre les raisons pour lesquelles elle ne pourrait pas bénéficier des directives du Ministre de l'Intérieur en ce qui concerne les critères de régularisation dès lors « qu'aucune des directives ministérielles ne réduit la possibilité d'invoquer la longueur de la procédure d'asile pour les familles avec enfant en âge de scolarité aux enfants dont la scolarité est une scolarité obligatoire et non maternelle ». Elle précise que « la scolarité maternelle n'est peut-être pas obligatoire mais cette scolarité est organisée par la loi et il est du droit de chaque enfant qui a commencé une scolarité dans un pays, fut-elle maternelle, de poursuivre cette scolarité, et ce dans son intérêt supérieur » et en conclut que « la décision querellée ne prend nullement en considération l'intérêt supérieur de l'enfant et n'est pas correctement motivée lorsqu'elle réduit les 'directives' du Ministre à la situation des enfants dont la scolarité est une scolarité obligatoire ». Par ailleurs, la partie requérante rappelle que si le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides a déclaré irrecevable sa demande d'asile, elle a introduit devant le Conseil d'Etat un recours contre cette décision qui a été examiné en février 2007 et qu'« en 2005-2006, 2006-2007, et 2007-2008, il est

indéniable que [son] fils aîné fréquentait une scolarité obligatoire ». Elle ajoute que bien que le recours devant le Conseil d'Etat ne soit pas suspensif, « il s'agissait à l'époque du seul recours juridictionnel pouvant être introduit par un candidat réfugié qui contestait une décision négative », « recours dont l'existence conditionnait l'effectivité de la procédure d'asile, et ce suivant la jurisprudence Conka de la Cour européenne des droits de l'homme ».

2.2.2. Dans ce qui peut être considéré comme une *deuxième branche*, afférente « aux principes d'égalité et de non-discrimination », la partie requérante, après avoir rappelé la portée des articles 10 et 11 de la Constitution, de l'article 14 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales et de l'article 26 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, estime que ces dispositions imposent à l'Etat de traiter de manière semblable des personnes se trouvant dans des situations objectivement comparables et affirme « qu'en l'espèce, [elle] prouve qu'elle se trouve dans une situation objectivement comparable à la situation de nombreux autres étrangers dont le séjour a été régularisé sur la base du critère de la longue procédure d'asile », sa procédure ayant en effet duré 3 ans et 7 mois ou 7 ans et demi si l'on tient compte de la procédure au Conseil d'Etat.

2.2.3. Dans ce qui peut être considéré comme une *troisième branche*, afférente « au droit à la sécurité garanti par l'article 5 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales », la partie requérante soutient qu'elle « est soumise à des règles appliquées de manière arbitraire puisque bien qu'une norme ait été reconnue par la partie adverse, elle décide unilatéralement de l'appliquer ou non, et ce sur la base de critères non objectifs ».

2.2.4. Dans ce qui peut être considéré comme une *quatrième branche*, afférente « à la prévisibilité de la norme », la partie requérante relève que « les instructions de l'Office des étrangers peuvent être qualifiées de circulaire réglementaire » et qu'en vertu du principe général 'patere legem quam ipse secisti', « une autorité administrative ne peut déroger par une décision particulière aux règles au règlement général (sic) qu'elle a elle-même antérieurement édicté sans prévoir de possibilité de dérogation ».

2.2.5. Dans ce qui peut être considéré comme une *cinquième branche*, afférente « au droit au respect de la vie privée », la partie requérante, après avoir rappelé la teneur de l'article 8 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales et cité des extraits de jurisprudence quant à ce, dont un jugement du 30 mars 2007 du tribunal de première instance de Bruxelles, estime que le raisonnement tenu par cette juridiction peut être transposé mutatis mutandis à son cas d'espèce dès lors qu'elle réside en Belgique depuis plus de 8 ans et demi, qu'elle y a donné naissance à un enfant et que son intégration est incontestable. Elle ajoute « qu'il est disproportionné de [lui] imposer un retour dans son pays d'origine pour qu'elle dépose la même demande de séjour que celle qu'elle a introduit (sic) ici ».

2.3. Dans son **mémoire en réplique**, la partie requérante constate que la décision prise n'est pas une décision d'irrecevabilité de sa demande d'autorisation de séjour mais une décision de rejet de cette demande et affirme que la partie défenderesse se contredit « puisque, alors qu'elle a considéré dans un premier temps, que les éléments invoqués étaient bien des circonstances exceptionnelles justifiant la recevabilité de la demande d'autorisation de séjour, elle revient sur sa position, dans le mémoire en réponse qu'elle dépose, en considérant désormais que ces mêmes éléments ne sont plus des circonstances exceptionnelles ».

Elle explique par ailleurs que l'effet direct de certains articles de la Convention internationale relative aux droits de l'enfant ne fait pas l'objet d'une jurisprudence unanime et affirme que les articles 2 et 3 de cette Convention ont quant à eux pareille portée.

Enfin, elle rappelle en substance « qu'à défaut de critères prévus précisément par le législateur, par un arrêté royal ou par une circulaire, l'Etat belge ne peut, au gré des dossiers qui sont traités, établir des critères de distinction qui ne figurent dans aucun texte légal au

risque, dans le cas contraire, de soumettre les étrangers à un traitement totalement arbitraire » et considère que son dossier est un exemple type de dossiers où les critères utilisés par la partie défenderesse sont à ce point peu clairs qu'il est difficile de comprendre pourquoi elle ne bénéficie pas d'une régularisation de son séjour en raison de la longue procédure d'asile alors que d'autres, qui se trouvent dans la même situation, en ont bénéficié.

3. Discussion

3.1. Sur le *premier moyen*, le Conseil observe que la décision querellée est une décision de rejet de la demande d'autorisation de séjour introduite par la partie requérante sur la base de l'article 9, alinéa 3, de la loi, à savoir une décision par laquelle la partie défenderesse se prononce sur le fondement de la demande et non une décision d'irrecevabilité de cette demande se prononçant sur l'existence ou non de circonstances exceptionnelles empêchant la partie requérante d'introduire sa demande d'autorisation de séjour auprès du poste diplomatique ou consulaire belge de son pays d'origine ou de résidence à l'étranger.

Il s'ensuit que l'argumentaire développé par la partie requérante à l'appui de son moyen est dépourvu de toute pertinence dès lors que cette dernière reproche à la partie défenderesse de ne pas avoir adéquatement examiné les éléments invoqués à titre de circonstances exceptionnelles, lesquelles relevaient de la phase de recevabilité, désormais clôturée, de sa demande.

Quant au fait que la partie requérante remarque, en termes de mémoire en réplique, que l'acte entrepris est bien une décision de rejet de sa demande et prétend que la partie défenderesse se contredit quant à ce dans sa note d'observations, elle n'est pas de nature à renverser le constat précité, les critiques élevées à l'encontre de l'acte attaqué demeurant dirigées à l'encontre de l'appréciation erronée qui aurait été donnée aux circonstances exceptionnelles.

Partant, le premier moyen n'est pas fondé.

3.2. Sur les *première, deuxième, troisième et quatrième branches réunies du deuxième moyen*, le Conseil constate que la partie requérante, qui excipe des « directives » du Ministre pour prouver qu'il y a lieu de régulariser son séjour et que la partie défenderesse applique de manière arbitraire les règles qu'elle édicte, s'abstient de préciser quelles sont les « directives » ou circulaires dont elle entend se prévaloir en manière telle que le Conseil n'est pas à même de vérifier si les allégations de la partie requérante sont établies.

A titre surabondant, le Conseil rappelle qu'il incombe à la partie requérante qui entend déduire une insuffisance de la motivation de situations qu'elle prétend comparables, d'établir la comparabilité de ces situations avec la sienne.

Dès lors, pour démontrer le vice de la motivation formelle, il ne suffit pas d'alléguer que des personnes dans une situation identique ont été traitées différemment, encore faut-il démontrer la comparabilité de la situation individuelle à la situation générale. En l'espèce, l'assertion de la partie requérante n'étant étayée en aucune manière, elle ne peut être retenue.

Les première, deuxième, troisième et quatrième branches du deuxième moyen ne sont pas davantage fondées.

3.3. Sur la *cinquième branche du deuxième moyen*, le Conseil observe qu'après avoir reproduit quelques extraits de jurisprudence afférente à l'article 8 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, la partie requérante se réfère plus particulièrement à un jugement du Tribunal de première instance de Bruxelles pour estimer que le raisonnement y suivi peut être transposé à son cas d'espèce. Outre que ce jugement n'est pas annexé à la requête en pièce 6 comme le prétend la partie requérante et qu'il n'est nullement permis d'affirmer que le cas d'espèce y

traité est identique à celui de la partie requérante, cedit jugement étant présenté sous la forme d'un bref résumé sans mention du contexte dans lequel il a été rendu, force est de constater que la partie requérante s'en prévaut pour soutenir « que l'argument selon lequel un retour temporaire dans le pays d'origine ne remettrait pas en question cette vie privée doit être confronté à l'examen de la proportionnalité exigé par la jurisprudence et qu'il est disproportionné de [lui] imposer un retour dans son pays d'origine pour qu'elle dépose la même demande de séjour que celle qu'elle a introduit (sic) ici », soit un argumentaire qui a trait à la phase de recevabilité de sa demande d'autorisation de séjour et à la notion de circonstance exceptionnelle et non au fondement de sa demande, objet de l'acte attaqué.

Par conséquent, la cinquième branche du deuxième moyen n'est pas non plus fondée.

3.4. Au regard de ce qui précède, il appert qu'aucun des moyens n'est fondé.

4. Le Conseil n'ayant, dans l'état actuel du droit, aucune compétence pour fixer des dépens de procédure, il s'ensuit que la demande de la partie requérante de mettre ceux-ci à charge de la partie défenderesse est irrecevable.

**PAR CES MOTIFS,
LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :**

Article unique

La requête en annulation est rejetée.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique de la IIIe chambre, le trente avril deux mille neuf par :

Mme V. DELAHAUT, juge au contentieux des étrangers,

Mme B VERDICKT, greffier assumé.

Le Greffier,

Le Président,

B. VERDICKT.

V. DELAHAUT.